



*l'étincelle**

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 28 septembre 2021

La seule reprise qui vaille, c'est celle de l'augmentation des salaires et des embauches

Hausse des prix de l'électricité, du gaz, du carburant, de l'alimentation : tout augmente... sauf les salaires. Les entreprises invoquent la reprise pour justifier l'inflation. Belle excuse, tout irait mieux, mais il faudrait que les travailleurs payent la note. Car le patronat le répète : il ne faudrait surtout pas augmenter les salaires, ni même qu'ils suivent l'inflation, pour ne pas pénaliser le redémarrage de leur économie.

Fragiles les capitalistes ? Alors que les bénéfices du CAC 40 sur les six premiers mois de l'année ont atteint un record de 60 milliards d'euros, ils vont avoir du mal à nous faire sortir les mouchoirs ! Car nous, avec les prix qui montent et les salaires qui stagnent, on ne la sent pas vraiment cette sortie de crise. Alors en cette période de reprise, c'est le moment de mettre en avant nos exigences.

Une pénurie de main-d'œuvre... sous-payée

En plus, le patronat s'impatiente et se plaint de difficultés à embaucher. Avec plus de quatre millions de chômeurs et des plans de suppression de postes qui s'enchaînent depuis des mois, pleurer à la « pénurie de main-d'œuvre » comme le fait le Medef frise la provocation. D'autant que les patrons invoquent aussi ce prétexte pour augmenter les cadences dans les entreprises et dégrader les conditions de travail.

D'ailleurs, quels travailleurs recherchent-ils ? Des salariés payés au Smic alors que les prix flambent ? Pour eux, il faudrait que nous acceptions des emplois, souvent précaires, avec des conditions de travail continuellement dégradées par les réorganisations, que ce soit dans le privé ou les services publics comme à la Poste, à la SNCF ou dans les hôpitaux. À ce tarif, c'est sûr qu'ils risquent d'avoir du mal à trouver des volontaires.

La réforme du chômage menace tous les salariés

Essayer de contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire, c'est le but de la réforme de l'assurance-chômage qui doit entrer en vigueur au 1^{er} octobre. Taillée sur mesure par le gouvernement pour le patronat, elle vise à amputer lourdement les indemnités chômage pour fournir aux capitalistes la main-d'œuvre bon marché qu'ils réclament. Ce qu'Élisabeth Borne, la ministre du Travail, appelle « favoriser le retour à l'emploi ».

Cette réforme de Macron vise l'ensemble du monde du travail : diminuer les allocations chômage, c'est imposer à tous les chômeurs de se faire embaucher au Smic. C'est faire pression sur tous les salaires pour les niveler vers le bas.

Des ripostes qui doivent s'étendre

Et cela au moment où le patronat réduit les effectifs, baisse les rémunérations et aggrave les conditions de travail pour augmenter la rentabilité. Comme il le fait en ce moment dans le secteur des transports par exemple, sous prétexte d'ouverture à la concurrence. Mais il est tombé sur un os. Chez Transdev, une des principales entreprises de transport, la grève des conducteurs de bus commencée en région parisienne s'étend pour bloquer l'offensive patronale sur les salaires et l'allongement des journées de travail. De même pour les sages-femmes qui étaient en grève ce week-end pour de meilleurs salaires. Et dans bien d'autres entreprises les salariés ripostent.

C'est le moment d'imposer nos conditions

Si le patronat parle de pénurie de main-d'œuvre après des mois de chantage à l'emploi, c'est qu'il a besoin des travailleurs pour sa « reprise », pour faire tourner la machine à profits. Elle est là notre force. C'est le moment d'imposer nos conditions à nous :

- 400 € d'augmentation pour tous ;
- pas un salaire, ni une pension, ni une allocation sous 1800 euros ;
- indexation des rémunérations sur l'inflation ;
- partage du travail entre tous sans perte de revenu.

La journée de grève interprofessionnelle du 5 octobre sera l'occasion de faire entendre ces revendications et de préparer une vraie riposte d'ensemble. Vive la reprise des luttes !

Attention, un plan peut en cacher un autre !

La RCC n'est pas encore terminée que Renault annonce 2000 suppressions d'emplois de plus, dont la grande majorité dans l'ingénierie. Ne pas avoir atteint ses objectifs de départs pour la RCC 2021, ça ne traumatise pas la direction. Elle doit être persuadée d'avoir tous les moyens de chantage et de pressions pour nous soumettre.

Le seul moyen de la contrer, c'est de renverser la pression ! On va lui faire comprendre que, sans notre boulot, elle ne pourra pas sortir les moteurs et les voitures dont elle a besoin pour atteindre ses objectifs CAFE.

Première réponse à Lardy

Contre cette nouvelle saignée des emplois, près de cent salariés de Lardy, présents sur le site de Lardy ou connectés, ont débrayé pour une première mobilisation. Suivons leur exemple et ne laissons pas nos emplois, nos compétences et l'environnement être sacrifiés sur l'autel des profits !

Promesse et chantage

La direction de Renault a également annoncé la « production de neuf nouveaux véhicules électriques en France à l'horizon 2025 » et 2000 embauches dans les usines. Des promesses d'activité et d'emplois qui sont cependant déjà conditionnées à des obligations bien concrètes pour les salariés, comme le fait d'accepter des accords de compétitivité sur mesure ou l'obligation de quitter Renault pour entrer dans des filiales, comme Renault ElectricCity !

Mother indigne

Le projet d'accord du Plan Renaulution le précisait pourtant bien: le rôle de l'ingénierie France concernerait les avants-projets et les « capacités de développement des lanceurs de familles ». Manque de chance, l'accord en question n'a même pas encore été signé que le transfert du véhicule Mother de la famille Duster en Roumanie est déjà annoncé...

Moins de drapeaux, plus de boulot

Les délocalisations de l'ingénierie effectués par Renault dans des pays « à meilleurs coûts » sont d'autant plus hypocrites que De Meo nous inonde chaque jour de com' franchouillarde, à grands renforts de drapeaux tricolores ou de déclarations sur « les racines françaises » de l'entreprise ou « la France, cœur de la Renaulution ». Qu'on soit français, roumain ou de n'importe quelle nationalité, on a surtout besoin d'un salaire pour vivre !

Dialogue de sourd social

Dans sa com' toujours, de Meo affirme sans rire que le « dialogue social est le levier de transformation du groupe en France ». Pour l'instant, le dialogue social façon de Meo ne brille pas par son originalité : le chantage permanent à l'emploi pour accepter de voir ses conditions de travail se dégrader et les menaces quand on ne marche pas !

Les impairs de la direction

Après les confinements de l'an dernier, le TCR se remplit à nouveau. Du coup les queues devant les cantines ne cessent de s'allonger puisque les consignes de distanciation sociale restent en vigueur et que Elior a viré la moitié de son personnel pendant la crise !

Face à ce problème la direction de l'établissement nous propose maintenant de manger par roulement : les connecteurs pairs, puis les connecteurs impairs. Il y a encore plus simple : ouvrir plus de cantines et recruter du personnel.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre